

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 24/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANA TERRA

Rue d'Amiens
80260 Flesselles

Références : 2026-E30040
Code AIOT : 0005105978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement SANA TERRA implanté Rue d'Amiens 80260 Flesselles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANA TERRA
- Rue d'Amiens 80260 Flesselles
- Code AIOT : 0005105978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Sana Terra exploite une activité de stockage de céréales en silo plat (rubrique 2160-1b) et en silos verticaux (rubrique 2160-2b) ainsi qu'un stockage d'engrais (rubrique 4702), tous soumis au

régime de la déclaration avec contrôle périodique:

- 4702.III.b) : 1 249 m3
- 2160-1b : 12 532 m3
- 2160-2b : 9 069 m3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1.2	Sans objet
3	Exploitation - Entretien	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Sans objet
5	Risques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois à l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle périodique relatif aux rubriques 2160 et 4702.

À défaut de transmission de ces éléments dans les délais impartis, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la

<p>présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de contrôle périodique pour les installations qu'il exploite. Cependant, l'exploitant a précisé avoir validé une proposition commerciale avec la société DEKRA. Un devis signé, en date du 06/03/2026, a été présenté à l'inspection pour la réalisation des contrôles périodiques relatives aux rubriques 2160 et 4702 (Devis n°202601045130 Version 2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dès réception, les rapports de contrôles périodiques concernant les installations soumises à la rubriques 2160 et 4702.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis sa déclaration initiale, l'installation a fait l'objet de plusieurs modifications, dont certaines récentes. L'exploitant a bien déclaré les modifications survenues.</p> <p>En particulier, une déclaration de modification de l'AIOT (dossier n° A-4-A90WTBXP) a été déposée par téléprocédure le 14/08/2024.</p> <p>Cette modification prévoit l'ajout de quatre nouveaux silos :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 silos verticaux relevant de la rubrique 2160-2b ; - 1 silo plat relevant de la rubrique 2160-1b.

En conséquence, le tableau de classement de l'installation est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé des rubriques	Quantité	Régime
2160-2b	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales [...] 1. Autres installations b) Si le volume total de stockage est supérieure à 5 0 0 0 m 3 , m a i s inférieure ou égal à 15 000m3	12 532 m3	DC
2160-1b	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales [...] 1. Silos plats b) Si le volume total de stockage est supérieure à 5 0 0 0 m 3 , m a i s inférieure ou égal à 15 000m3	9 069 m3	DC
4702.III.b	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d ' a m m o n i u m correspondant aux spécifications du règlement européen [...] III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium [...] La quantité totale d'engrais [...] b) Supérieure ou égale à 500t, mais inférieure à 1 250t	1249t	DC

Type de suites proposées : Sans suite			

N° 3 : Exploitation - Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks d'engrais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.</p> <p>Aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'est stocké dans le bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs. En particulier, la présence de matières combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Seule la présence de palettes sous les engrais conditionnés et d'une bâche de protection pour les engrais stockés en vrac est tolérée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks des engrais présents sur site, ainsi qu'un plan de localisation de ces stockages.</p> <p>Il a également indiqué que l'outil de gestion interne permettait de suivre les quantités stockées et de s'assurer du respect des seuils applicables aux différentes rubriques ICPE.</p> <p>Le jour de la visite, les quantités d'engrais relevant d'un classement ICPE étaient les suivantes :</p> <p>rubrique 4702.III.b : 403 tonnes ;</p> <p>rubrique 4702.IV : 88 tonnes ;</p> <p>rubrique 2175 : 63 tonnes.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté qu'aucun matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation n'était stocké dans le bâtiment accueillant les engrais ni à proximité des aires de stockage extérieures.</p> <p>Observation : Le nom des engrais est affiché à l'intérieur des cellules. Il pourrait être pertinent de compléter cet affichage par une identification visible depuis l'extérieur des cellules, afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours en cas de sinistre.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de sondes au sein des cellules contenant des engrais.

Ces sondes permettent la détection des montées en température des produits stockés. En cas d'élévation anormale de la température, une alarme sonore (sirène) se déclenche, accompagnée d'un report d'alarme sur l'écran de contrôle.

L'exploitant précise qu'un seuil de préalerte est fixé à 50 °C, afin d'informer le personnel d'une élévation de température, tandis que le déclenchement de l'alarme intervient à 70 °C.

Les sondes ont été installées par la société Actemium. Une facture justificative en date du 20/11/2025 a été présentée à l'inspection.

Observation : Le système de détection incendie ne prévoit pas de report d'alarme à distance en dehors des heures ouvrées. Il a été rappelé à l'exploitant l'importance d'une transmission d'alerte la plus précoce possible, notamment en période d'inactivité du site, afin de permettre une intervention rapide en cas de sinistre

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à : - 120 m³ pour les installations relevant des rubriques « 4702-II, 4702-III ou 4702-IV » - 180 m³ pour les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-I ».

[...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une réserve incendie de 120m3 pour les installations relevant des rubriques « 4702-II, 4702-III ou 4702-IV » , implantée à moins de 100 m des bâtiments contenant des engrais.
Type de suites proposées : Sans suite